

Lundi 31 mai 2010

# l'étincelle\*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

*pour la construction d'un parti des*  *travailleurs communiste révolutionnaire*

## **Contre la réforme des retraites, c'est la lutte d'ensemble qui s'impose !**

Eric Woerth, le ministre du travail, l'a confirmé la semaine dernière : la retraite à 60 ans est bel et bien dans le collimateur du gouvernement.

Si l'annonce a tardé à venir, la réforme des retraites du gouvernement est sans mystères. Il s'agit de payer moins de retraites en reculant l'âge de départ, et de baisser encore plus leur montant. Dans la droite ligne des réformes des retraites adoptées depuis 1993. Le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite pleine était passé de 37,5 avant 1993 à 40 ans. On nous annonce 41 ans pour 2012, puis 42 ans ! Ce qui écorne sacrément la retraite à 60 ans, qui devient plutôt l'exception !

Si Martine Aubry est intervenue pour voler au secours de Mitterrand contre Sarkozy, le Parti Socialiste a en réalité entériné ces réformes. Celle de 1993 n'avait pas été remise en cause par le gouvernement Jospin. Dans le contre-programme du PS, nulle question de revenir sur l'allongement de la durée de cotisation. Strauss-Kahn s'est carrément exprimé... contre le « dogme » de la retraite à 60 ans. Pas grand-chose à attendre de tels défenseurs des régimes de retraite !

On nous explique à nouveau que c'est à cause de la démographie, de l'allongement de l'espérance de vie, etc. Le gouvernement agrmente sa démonstration de chiffres d'autant plus alarmistes qu'ils sont fantaisistes. Car qui peut sérieusement prétendre prévoir ce que sera la société, l'économie, la productivité, en 2050 ou même en 2025 ? En tout cas, pas ceux qui ont été bien incapables de prévoir la crise actuelle !

Il n'y a aucune évidence, aucune fatalité. Au fond ce n'est qu'un choix de classe. Car pour aider les banquiers, pour aider les industriels, il n'y a aucun déficit impossible : on trouve les centaines de milliards réclamés par les « marchés » ! Mais le moindre centime qui pourrait profiter aux classes populaires, pour la Sécu, la retraite, pour les services publics est, lui, systématiquement remis en question.

En même temps l'Etat laisse les patrons licencier et le chômage exploser. Ce qui plombe d'autant les régimes de retraite : chaque chômeur en plus, c'est autant de cotisations sociales en moins. C'est là qu'est la seule cause des déficits des régimes de retraite !

C'est toute la politique patronale et gouvernementale qui va dans un même sens. Leur mot d'ordre, c'est : faire payer la crise aux travailleurs, chômeurs et retraités inclus, et préserver les intérêts des capitalistes. Dans toute l'Europe se multiplient des plans d'austérité contre les travailleurs, dont les attaques contre les retraites ne sont que l'un des volets.

Les manifestations du 27 mai, à l'appel des syndicats, ont prouvé que beaucoup refusent de laisser passer cette réforme et les autres attaques en cours sans réagir. Cette journée d'action, ne pouvait, bien sûr, à elle seule faire reculer le gouvernement. Une nouvelle est prévue pour le 24 juin. Mais c'est une lutte générale du monde du travail qui sera nécessaire. Il ne faut pas en rester là !

## **Les grévistes sans papiers prennent place à Bastille !**

À l'issue de la manifestation parisienne du 27 mai à laquelle ils ont participé très nombreux, les travailleurs sans papiers en grève, ont décidé de se rassembler sur les marches de l'Opéra Bastille. Présents jour et nuit depuis jeudi, ils y resteront jusqu'à obtenir des réponses claires du gouvernement sur la question de la régularisation des travailleurs sans papiers. La grève, qui dure depuis huit mois, est suivie par plus de 6 000 travailleurs dans le bâtiment, la restauration, l'aide à la personne, dans l'intérim, dans des centaines

d'entreprises, des plus petites aux plus grandes. Les donneurs d'ordre comme Bouygues profitent d'une main d'œuvre de dizaines, voire de centaines de milliers de travailleurs, contraints de vivre en clandestins, privés de titre de séjour. Cette situation des travailleurs les plus précaires pèse sur l'ensemble du monde du travail et concerne toute la classe ouvrière. La régularisation de tous les travailleurs sans papiers constitue bien notre intérêt à tous. Tout notre soutien doit aller à ce combat qui ne faiblit pas !

## De la Ruche à la Crèche

La journée de l'équipe s'est transformée en journée de l'enfant. Après le rugby et les voyages, on devait tous cette fois-ci faire des dessins sur des ronds en couleur et les coller sur des panneaux dans la Ruche et le Gradient. Comme à l'école maternelle.

## La journée de dupes

Décidément, la direction n'est pas à une contradiction près. Lors de la journée de l'équipe, les beaux discours du matin sur l'essentiel de l'équipe, l'esprit collectif ou le respect, ont fait place l'après midi aux « 7 chantiers de rupture » de Change up : 30 % de réduction des coûts de développement, réduction des délais d'études, baisse des prix de revient (tout en augmentant la qualité), mobilité pilotée... De ce côté ci, c'est plutôt la continuité.

## Recyclage

Pour Renault, être « *eco<sup>2</sup>* » n'est pas simplement être écologique mais aussi être « *économe* », « *frugal* » et « *utiliser au mieux les ressources humaines et financières* » de l'entreprise.

La réduction du Ticket d'Entrée Ingénierie et le blocage des embauches labélisés écolos. Fallait oser ! Pourquoi pas Ghosn en nouvel apôtre de la décroissance ? Sauf celle des profits bien sûr...

## Un café au goût amer

Pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux arrivants, la direction a offert à certains un café et une plaquette d'accueil. Mais ces déménagements sont toujours durs à avaler : pas d'anticipation, des badges qui ne marchent pas, des cantines bondées, une prime de mobilité au rabais... Jusqu'au bâtiment Pluton, resté fermé pendant 2 ans, qui a été rouvert dans un état lamentable.

Et ce sont les équipes d'entretien ou du ménage qui paient les pots cassés.

## Trafic en tout genre

La direction de Renault a confirmé l'arrivée du nouveau Trafic à Sandouville en 2012, mais sans s'engager sur le haut de gamme. Ce qui ne garantit toujours pas l'avenir du site, qui vient déjà de perdre 1300 emplois.

Laurence Dors, directrice déléguée de Renault, a annoncé la couleur : « pour convaincre [les investisseurs], il faut leur garantir des marges financières qui viendront de la productivité ».

Bref, du chantage au chômage pour faire travailler plus et bloquer les salaires. On connaît la chanson.

## Recherche Crédit d'Impôt

Le Crédit Impôt Recherche a permis aux entreprises d'obtenir 4,2 milliards d'exonérations d'impôts, dont un tiers a bénéficié aux grands groupes comme Renault. Et vu qu'on peut y déclarer tout et n'importe quoi, il s'agit en fait d'une simple niche fiscale.

## Le fluide du commerce

La direction a fait appel à Villefluide, une startup, pour organiser le covoiturage sur la RP. Le but de la manœuvre est assez fluide : faire des économies sur les transports en commun, subventionnés en partie par Renault, et sur les parkings tout en se déchargeant sur les salariés.

## E-change pas

P. Pelata vient de lancer son blog, e-change, où chaque salarié va pouvoir lui envoyer ses questions. Mais elles ne seront publiées, tout comme les commentaires, que dans un 2<sup>ème</sup> temps. Et seulement s'ils respectent le code de déontologie, le règlement intérieur, et ne portent pas atteinte à l'image de marque interne et externe de Renault... En clair, encore de la com'.

## Crise en thème

Sur l'année fiscale 2009-2010, Nissan a produit plus de 3,1 millions de véhicules (+7,8%) et en a vendu plus de 3,6 (+5,7%). Cela a permis à Nissan de participer à hauteur de 70 millions d'euros au résultat de Renault. C'est la crise ? Surtout pour l'emploi et les salaires qui ont la courbe inverse.

## Negative vibes

Sur certains plateaux du Gradient, des places vibrent. Des vibrations « *acceptables* » par les différentes réglementations, selon la direction, mais pas pour les salariés concernés.

## Proma fait le siège

L'usine Proma de Gien (Loiret) qui fabriquait des armatures de siège, notamment pour la Clio 3, a été mise en liquidation judiciaire le 11 mars.

Depuis ses 82 salariés occupent l'usine. Après avoir séquestré leur direction, brûlé des stocks, installé des bouteilles de gaz, manifesté devant le siège de PSA et de Lear (leurs derniers donneurs d'ordre), ils ont campé deux jours devant la mairie de Montargis et obtenu un rendez vous avec le ministère de l'Industrie à Bercy mardi 1<sup>er</sup> juin.

Ils demandent 32 000 € d'indemnités et en appellent à la convergence des luttes de tous les licenciés. Tous ensemble, c'est le seul moyen de se faire entendre.